

ÉTUDE DES MÉTHODES DE CONSTRUCTION DU PRIX DE L'EAU

Restitution politique
17 décembre 2013

Introduction

- *Réflexion sur la durabilité économique :*

Financement du renouvellement des infrastructures

- *Connaissance du patrimoine*

- *Évaluation de l'état général du réseau*

- *Caractérisation de la situation financière du service*

Modèle économique et de financement des services d'eau

- *Logique issue de la DCE*

- *Transparence des coûts*

- *Récupération des coûts*

- *Transposition à l'échelle locale de réflexions nationales*

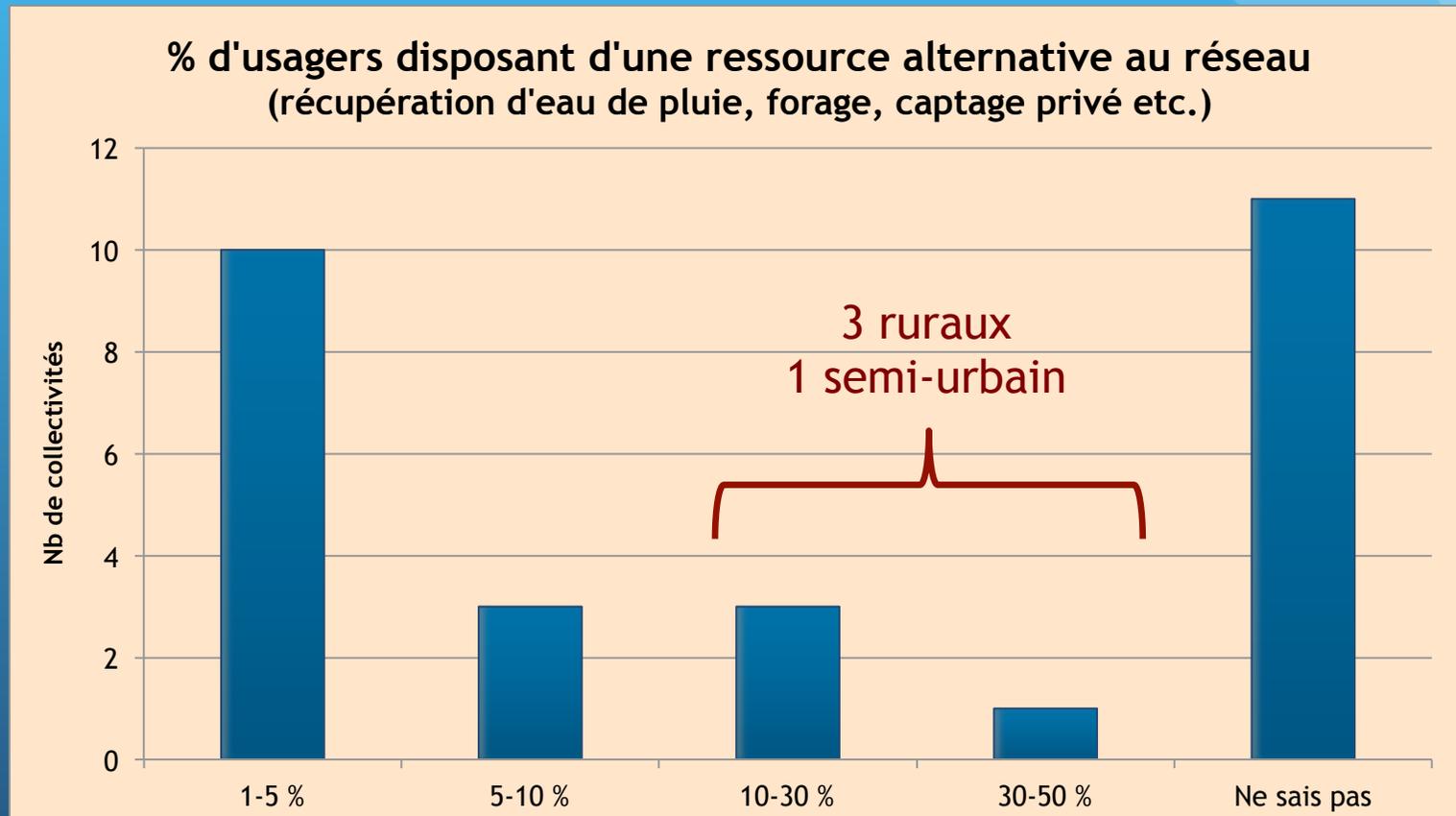
- *qualité du service, prix, durabilité*

Partie 1 - Enquête Qualité du service rendu à l'utilisateur

Enquête Qualité du service

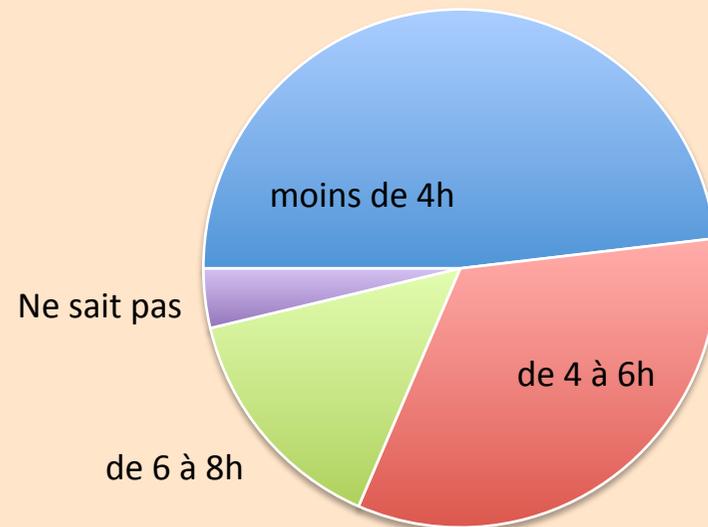
- Demande émanant des adhérents en 2012 (notamment la REG)
- Travail collectif avec plusieurs partenaires
- 50 questionnaires envoyés
- 3 enquêtes différentes suivant les compétences exercées (distribution, production, les deux)
 - Distributeurs : 18/28 retours
 - Producteurs : 4/4 retours
 - Producteurs et distributeurs : 10/18 retours

Les ressources alternatives des usagers



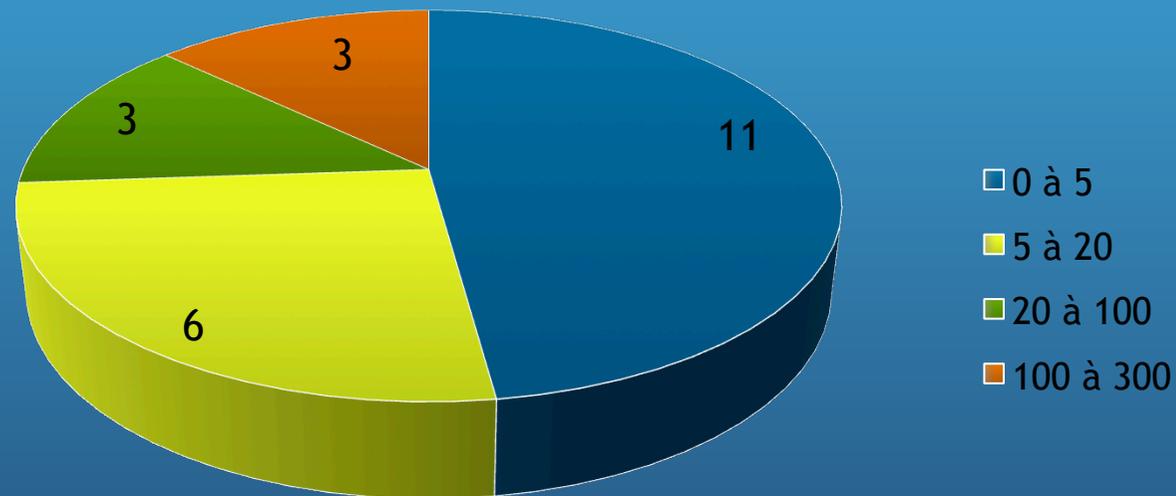
Gestion des imprévus : coupure accidentelle

**Délais de remise en eau
si coupure d'eau accidentelle sur 27
services**



Gestion des imprévus : astreintes

Nombre d'interventions d'astreintes en 2012
(hors intervention abonnés et compteurs)



Donnée inconnue pour 5 services

Gestion des imprévus : casse et vandalisme

Montant annuel* des préjudices et dégradations ?

Dégradation par usagers** : 500 à 10 000 €/an

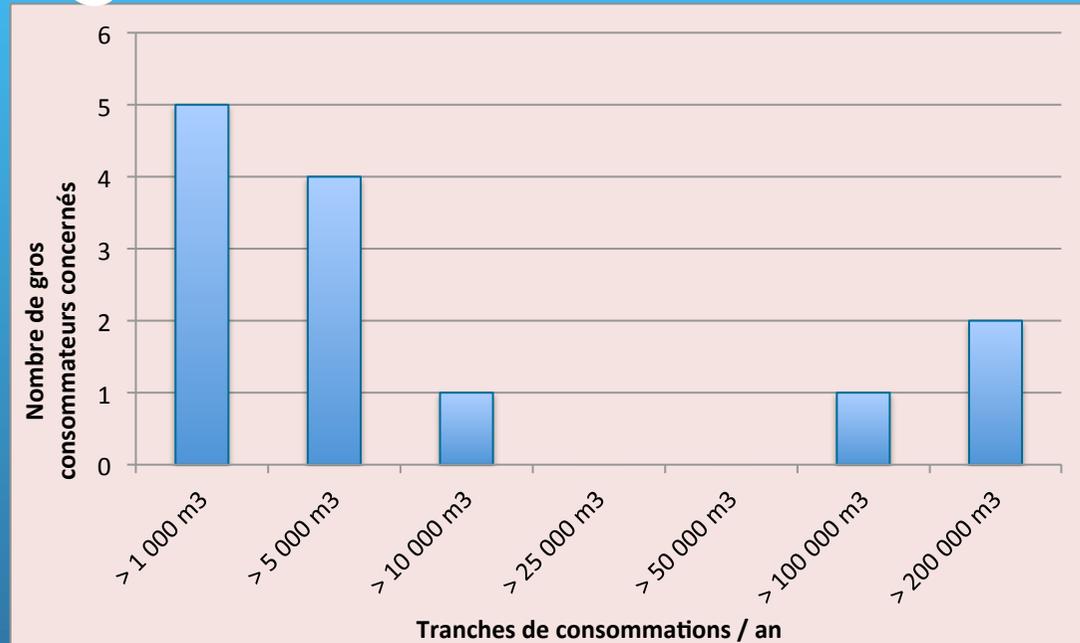
Evènements accidentels : 2 000 à 15 000 €/an

* *Moyenne approximative en euros TTC*

** *vandalisme, graffitis, sabotages volontaires etc.*

Tarification progressive et présence de gros consommateurs

D
D&P



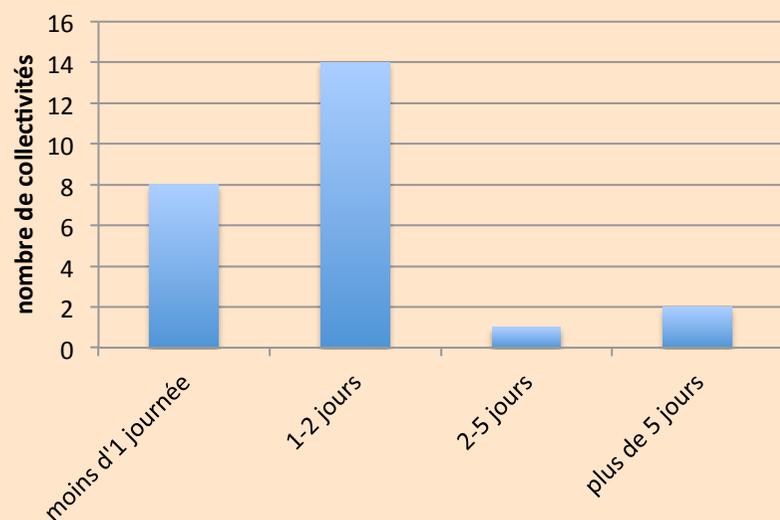
10 collectivités ont adopté une tarification progressive
Aucune zone de répartition des eaux (ZRE)

Toutes ces collectivités semblent avoir au moins un gros consommateur
(sauf une qui n'a pas renseigné)

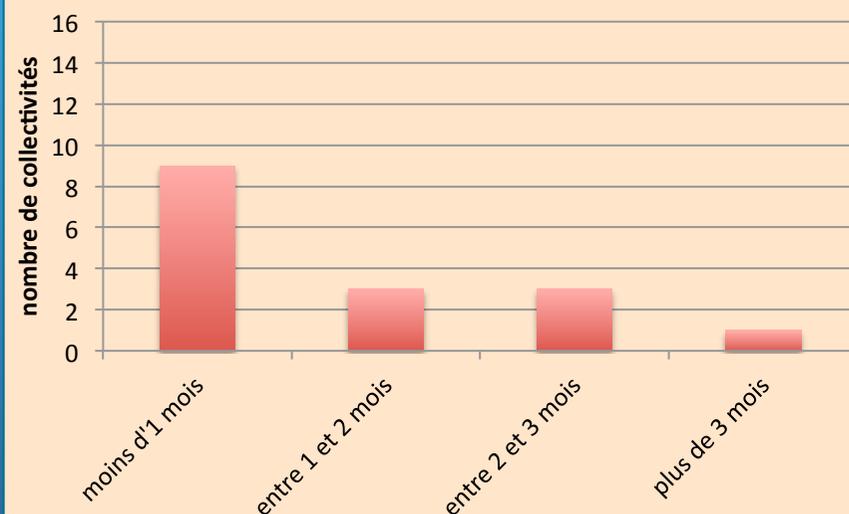
- 6 ont distingué une catégorie d'utilisateurs "industriels"
- 3 ont distingué une catégorie d'utilisateurs "agricoles"

Activités du service

délai d'ouverture d'un branchement existant

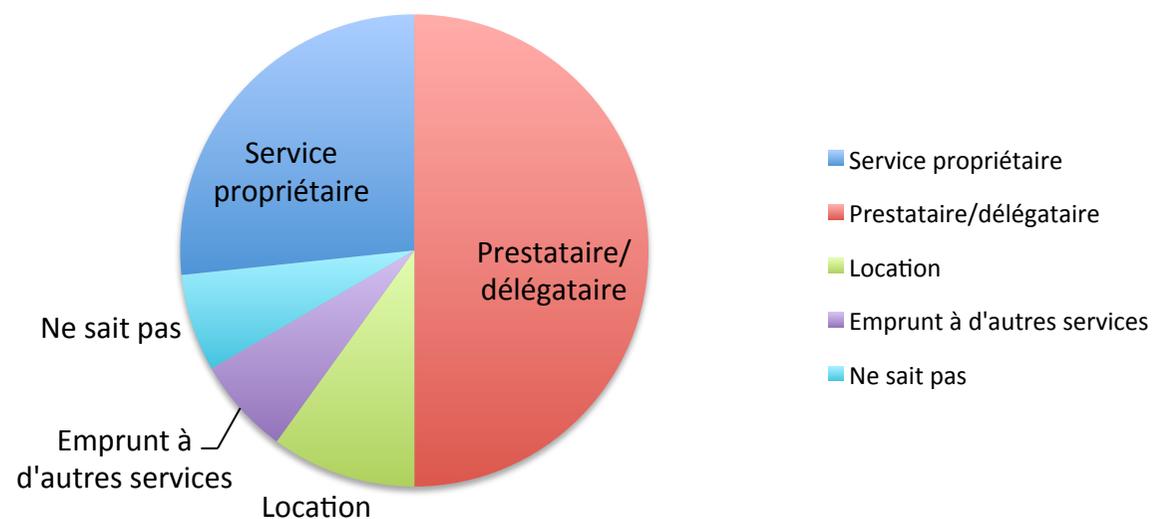


délai de construction d'un nouveau branchement



Activités du service

Origine des engins de chantiers

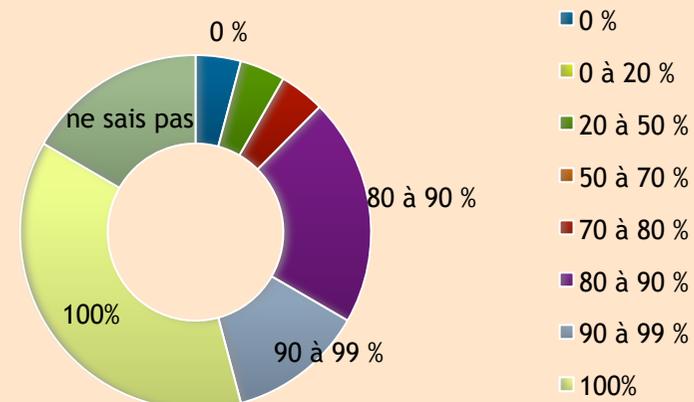


30 réponses

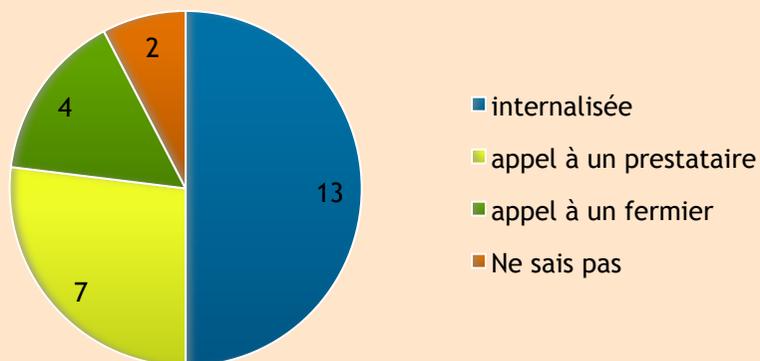
Activités du service

- 20 services distributeurs ont un SIG
- Les 4 producteurs ont un SIG
- 4 services n'en ont pas

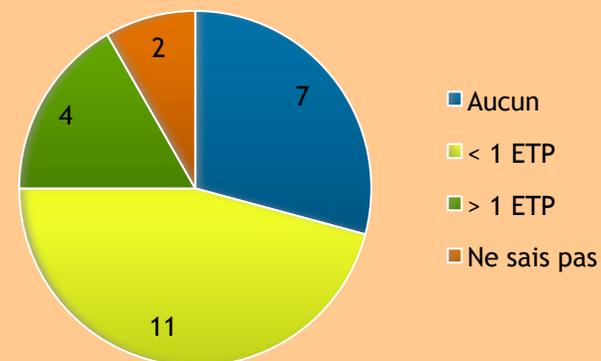
% du réseau modélisé



Mode de gestion SIG

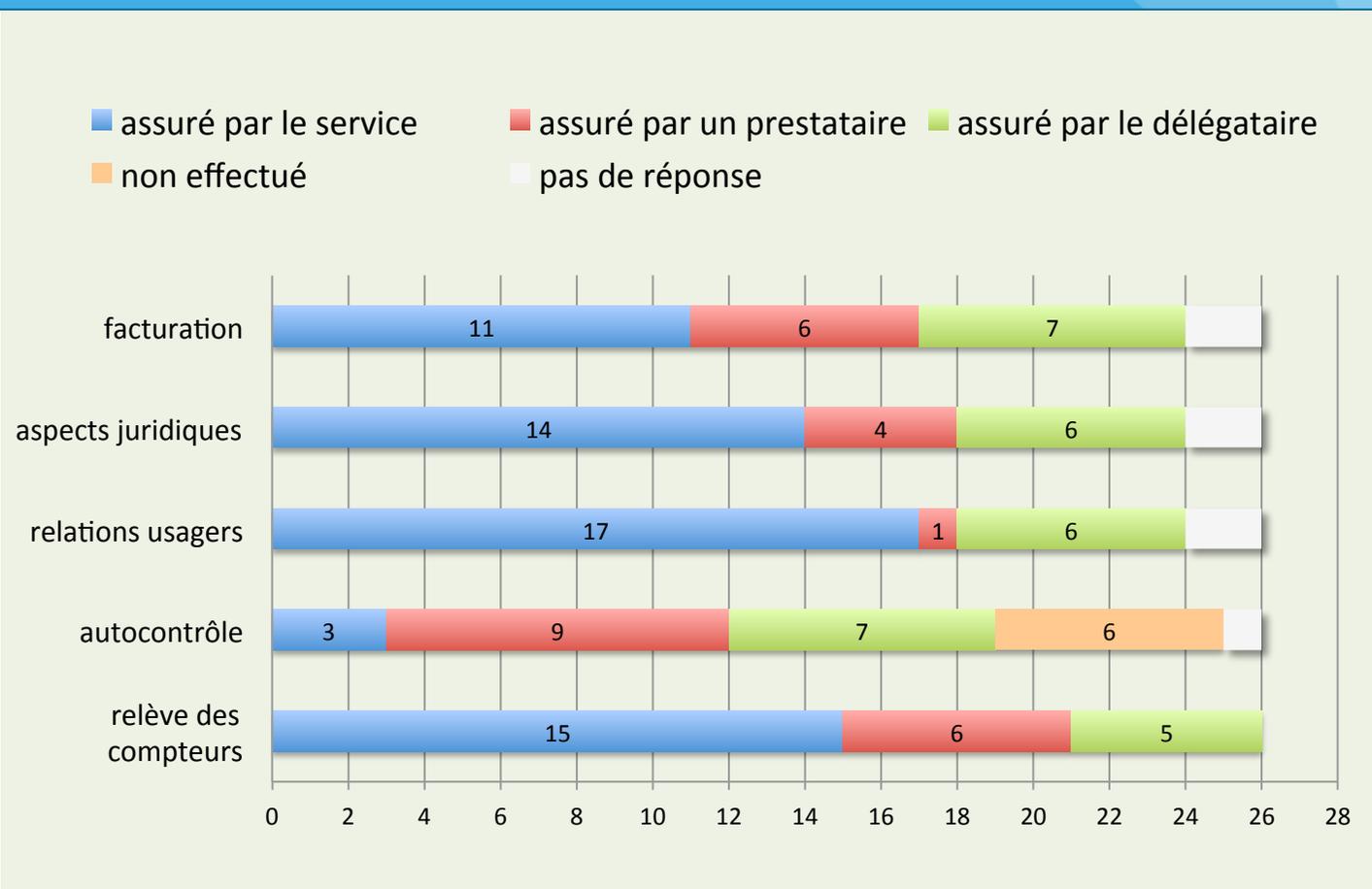


Personnel dédié au SIG (ETP)



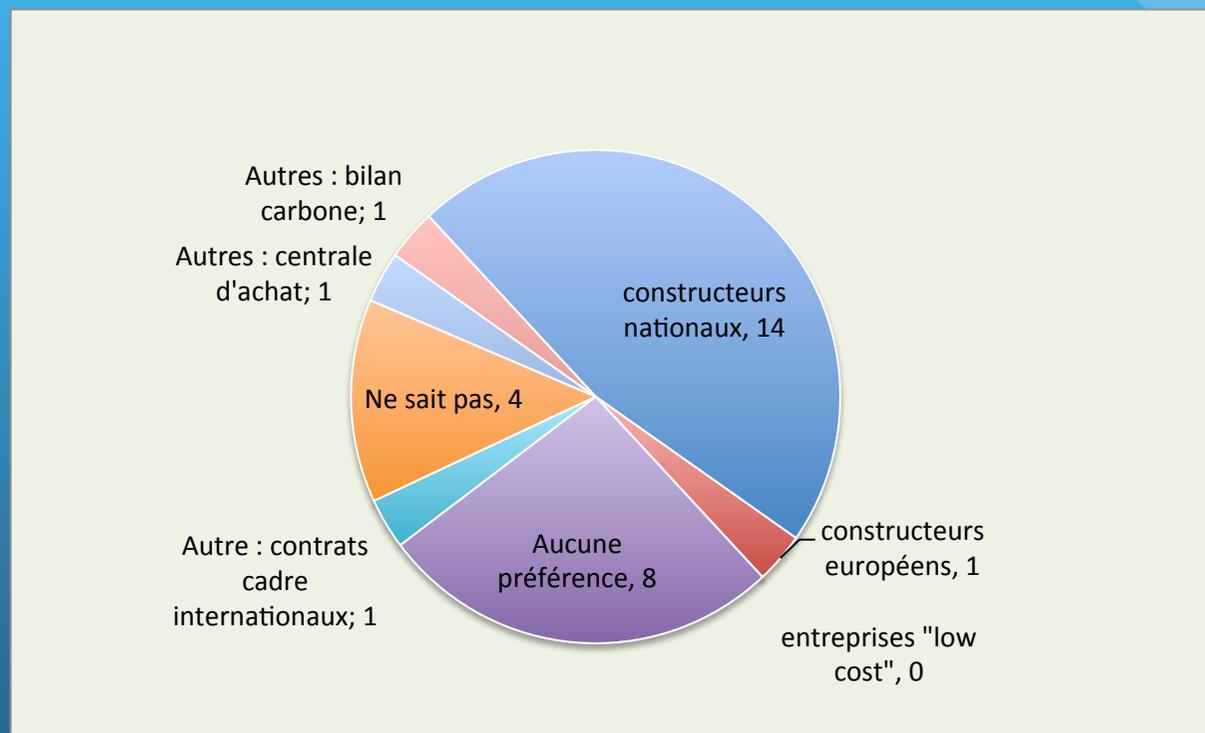
Qui assure les prestations ?

D
D&P



Choix des fournisseurs

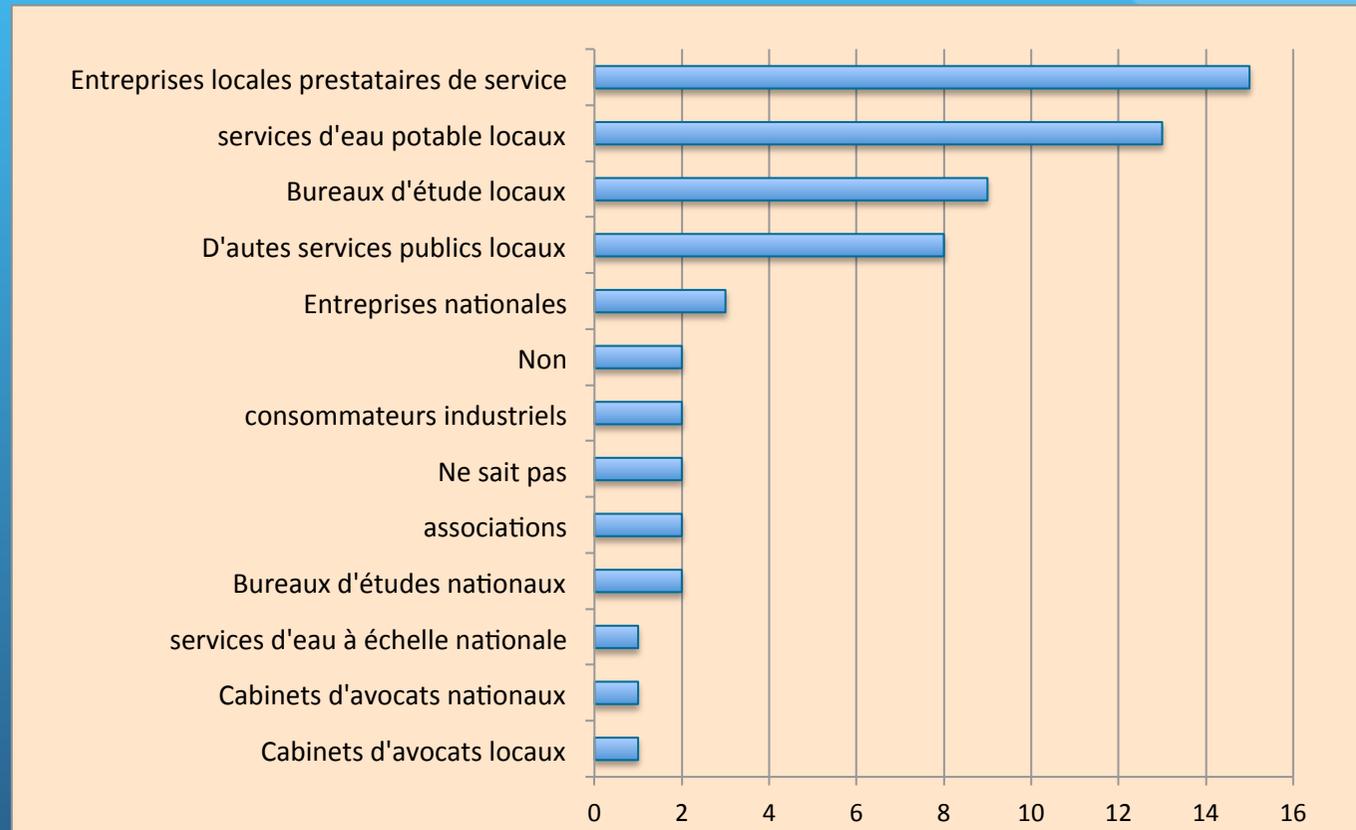
D
D&P
P



Sur les 8 “Aucune préférence”, 7 sont distributeurs exclusifs

Le service a-t-il noué des relations contractuelles ?

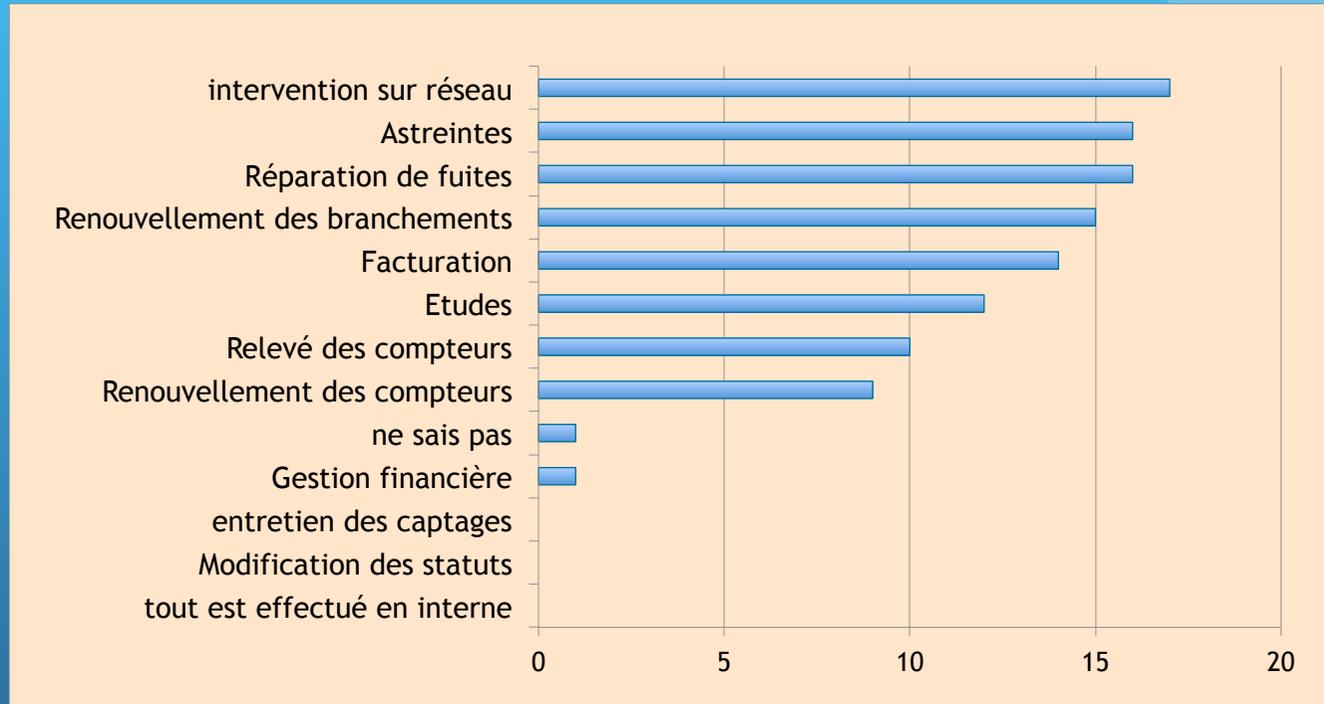
D
D&P
P



Les relations contractuelles sont essentiellement locales.
Elles existent autant pour le secteur public que privé

Activités déléguées à une entreprise publique ou privée

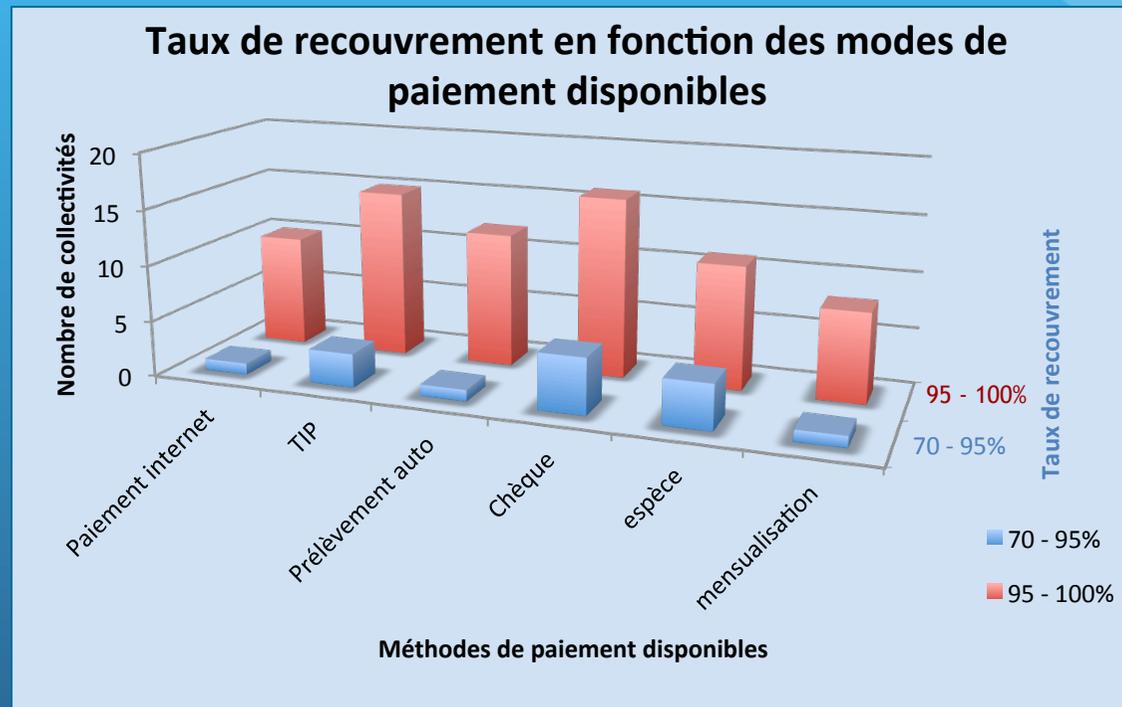
D
D&P



- Principalement des interventions techniques sur le réseau
- Tous les services ayant répondu ont recours à la prestation
 - 16 régies qui délèguent en moyenne 3 prestations
 - 10 affermage qui délèguent en moyenne 5,5 prestations

Modes de paiement et taux de recouvrement

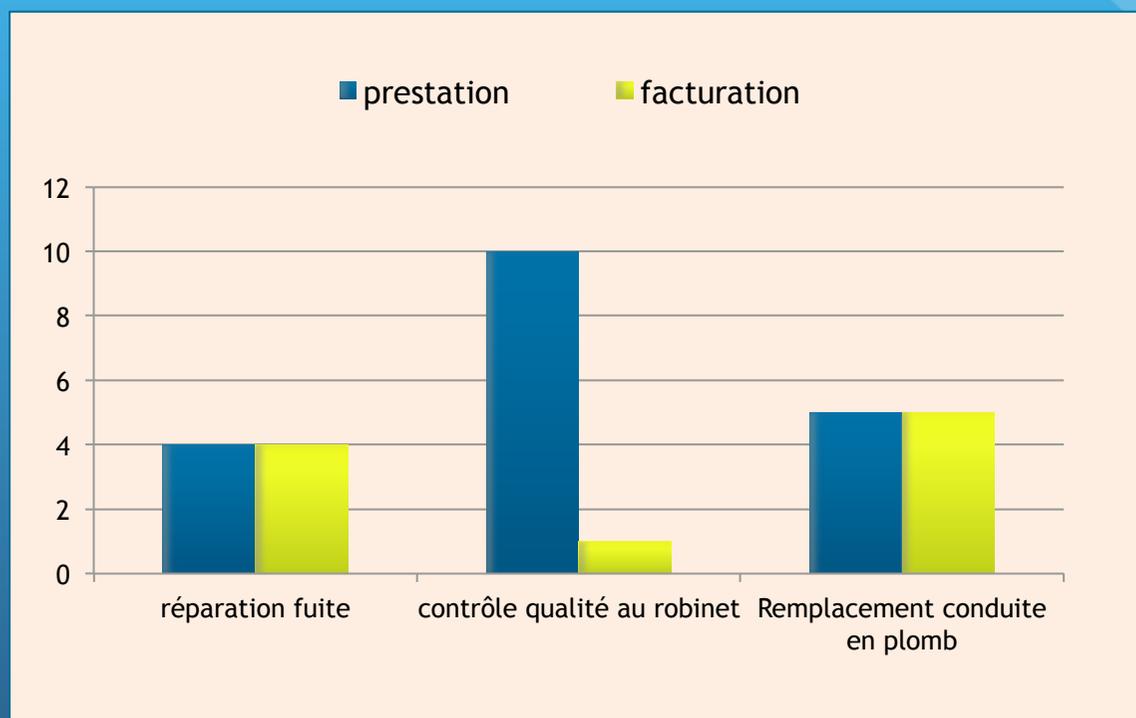
D
D&P



- Aucune relation constatée entre modes de paiement et efficacité du recouvrement
- Aucune relation constatée entre nombre de moyens de paiement disponibles et efficacité du recouvrement

Le service fait-il des prestations après compteur ? Les facture-t-il ?

D

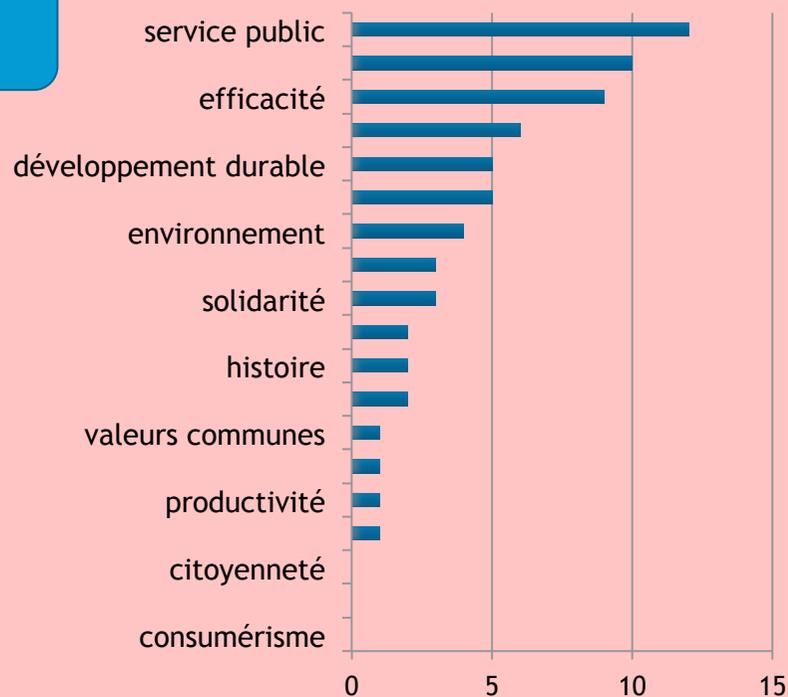


Les prestations après compteur semblent toujours facturées sauf le contrôle qualité qui est la pratique la plus répandue

Vision du service

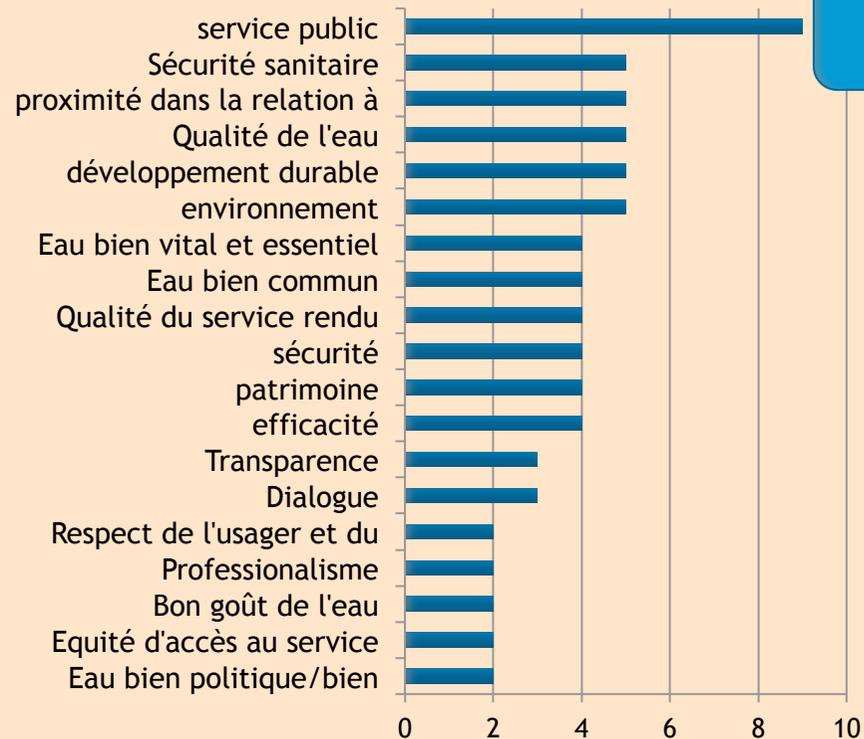
D

Services distributeurs



Services producteurs et distributeurs

D&P



Les premières valeurs
caractérisent bien un SPIC

Partie 2 - Enquête Durabilité

Méthodologie

Identifier les
besoins de
financement du
territoire

- Opérations non affectées à la section de fonctionnement
 - Impact sur le prix modéré
- Plans pluriannuels d'investissement
 - Impact sur le prix modéré
- Besoins financiers de renouvellement
 - Impact majeur

- Renouvellement : > 90 % des besoins de financement totaux
- Facteur de 1 à 4 entre la plus forte augmentation au niveau communal et au niveau mutualisé

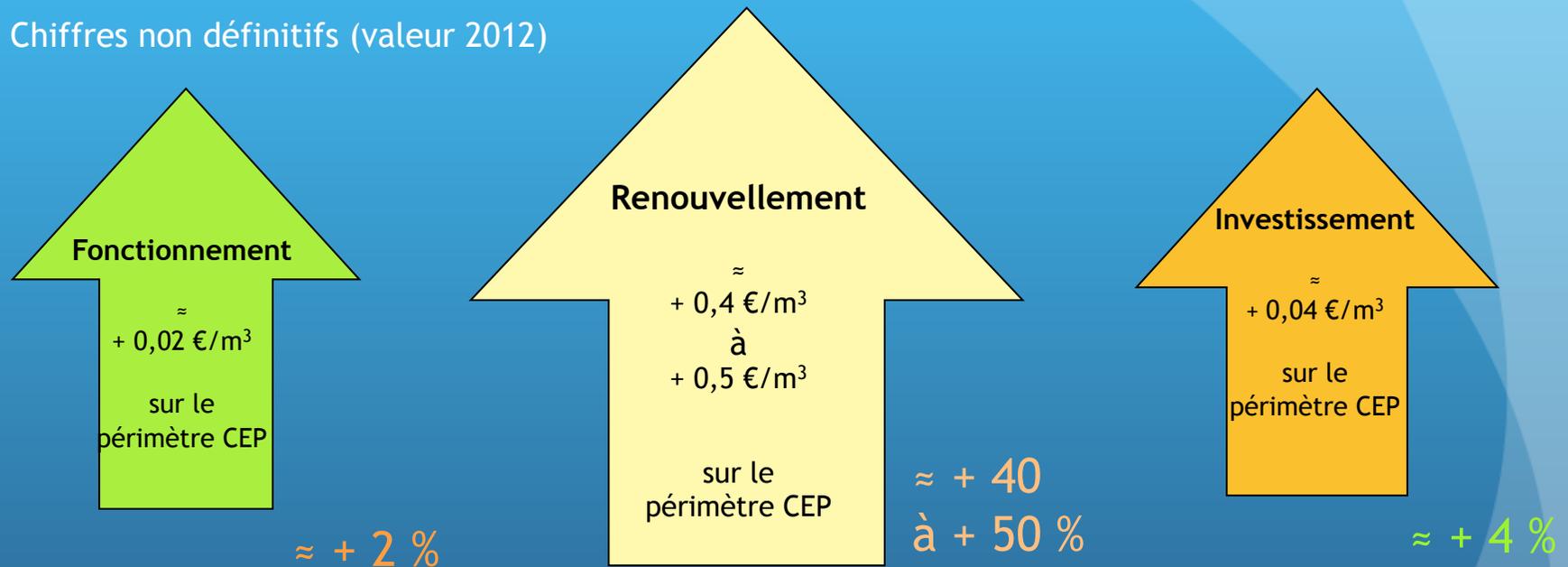
Axes de travail 2013

- Enquête financière adressée aux services
 - Distinguer les opérations liées à l'eau potable de celles liées à l'assainissement ou l'Agence de l'eau
 - Distinguer les projets d'investissement des projets de renouvellement
 - Disposer d'un détail des annuités d'emprunt

Hausse théorique du prix de l'eau ²³ reconstitution du coût complet des services d'eau

échelle « mutualisée »

* Chiffres non définitifs (valeur 2012)

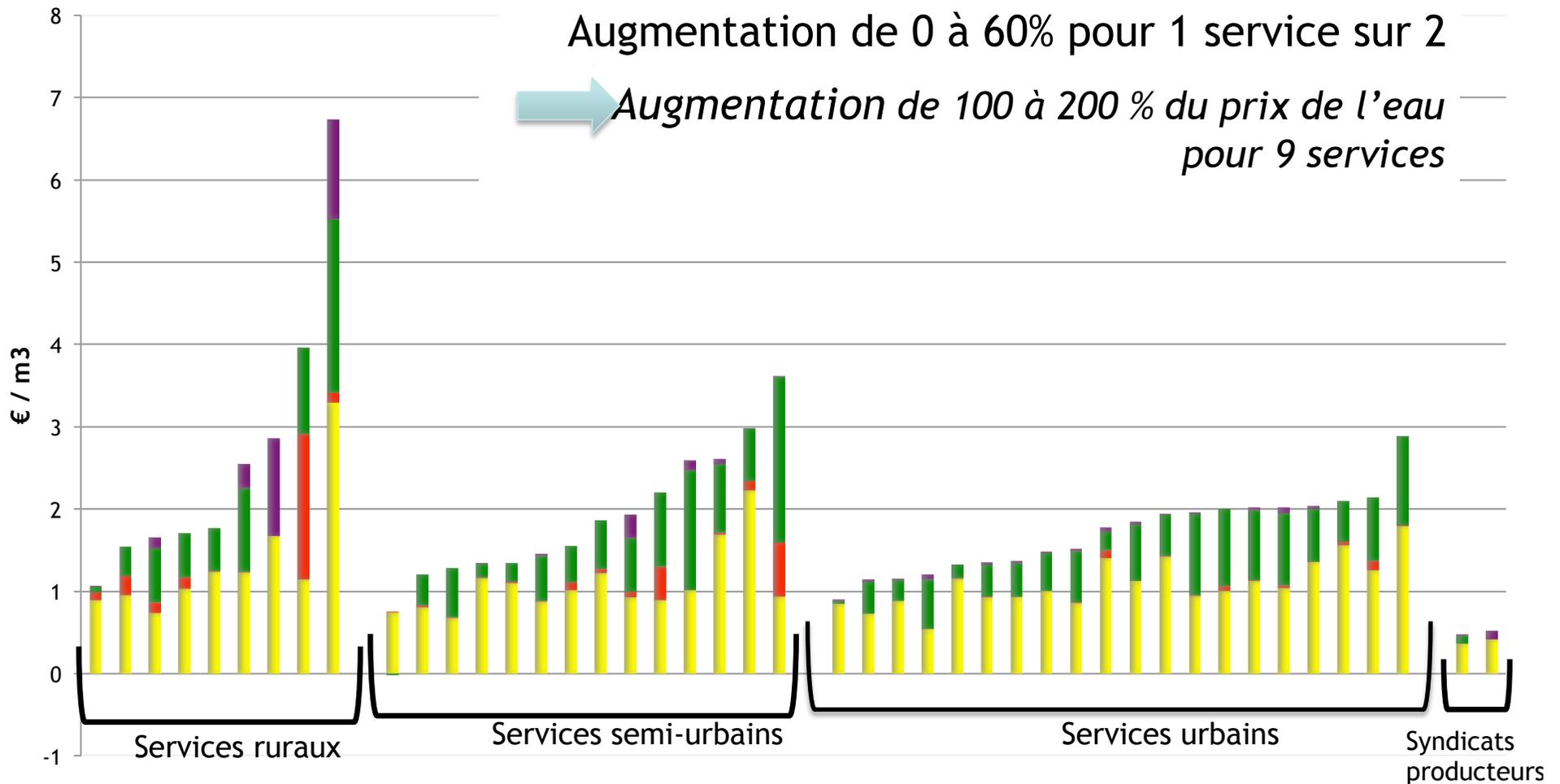


- Les besoins représentent 40 à 60 % du prix actuel
- Renouvellement : > 90 % des besoins de financement totaux
- Facteur de 1 à 4 entre la plus forte augmentation au niveau communal et au niveau globalisé

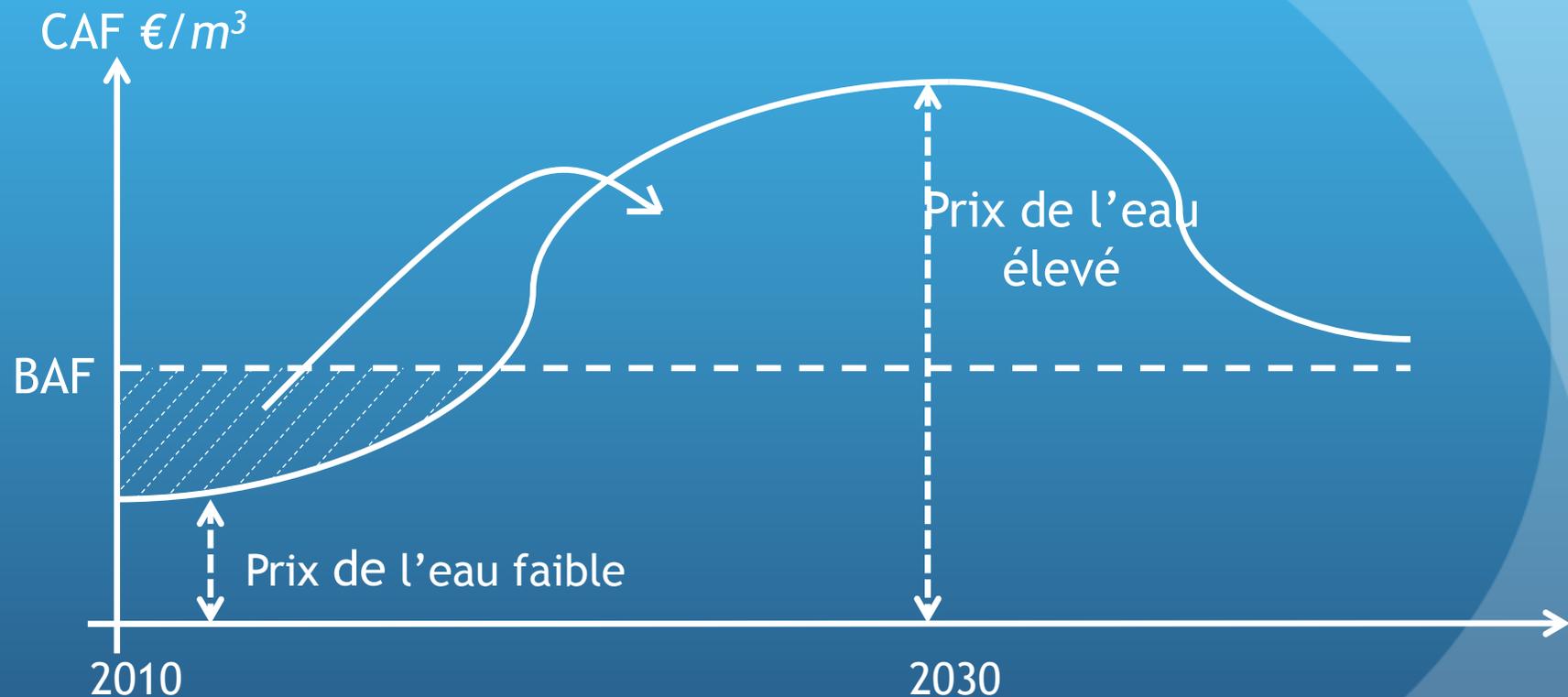
Prix actuels et théoriques²⁴ échelle individualisée « communale »

- Hausse Investissement
- Hausse Renouvellement
- Hausse Fonctionnement
- Prix moyen 2008-2010

Hausse *théorique* du prix de l'eau en fonction des disponibilités financières des services (2008-2010)



Anticiper le pic de renouvellement

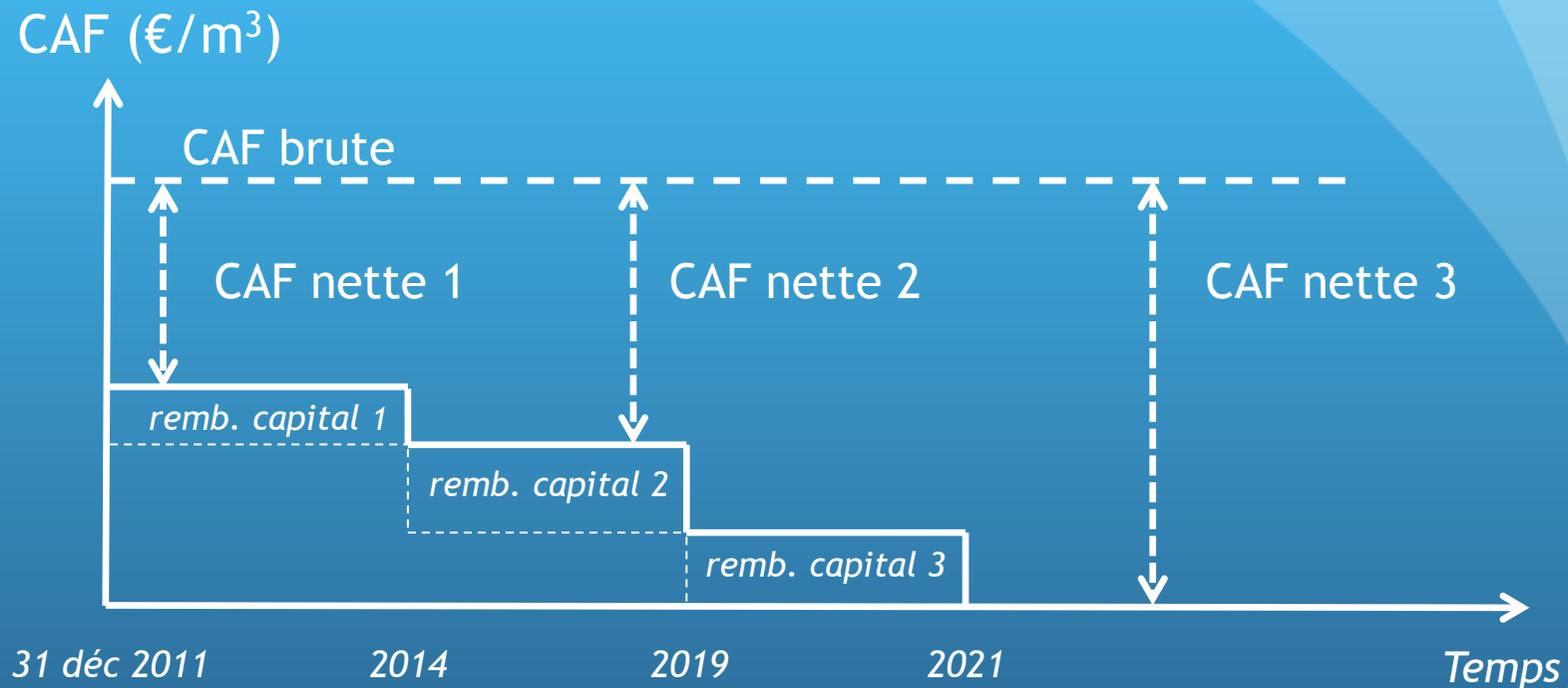


Actuellement emprunts
et subventions



Objectif : assurer
l'autonomie financière

Hypothèse extinction de la dette



Conséquence : augmentation de la CAF nette

Hypothèse : autres paramètres invariables (emprunts, recettes...)

Axes de travail 2014

- Besoins de financement

- Fonctionnement
- Investissement
- Renouvellement
- Grande sécurisation

- Hypothèses complémentaires : caractéristiques territoriales

- Droits d'eau
- Gros consommateurs
- Durabilité sociale

Rendu 2014

- Retours de l'enquête financière
- Rédaction d'un rapport en 2 parties
 - Rapport d'enquêtes - photographie des services de 2008 à 2012
 - Exercice sur la durabilité économique des services d'eau

Conclusion

Apports et perspectives des études

- Amélioration de la connaissance des services publics
- Caractérisation pertinente de la qualité du service
- Identification des modalités protéiformes de formation du prix de l'eau
- Intégration de la durabilité économique et sociale
- Vers une harmonisation progressive des pratiques ?